

COMMUNIQUE DE PRESSE

LE PREFET LEVE LES MESURES D'URGENCE RESTONS MOBILISES

C'est par un simple appel téléphonique que les militants de SDNE et les riverains de la décharge de Castries ont appris la levée des mesures de préservation de l'environnement concernant l'exploitation de cette décharge à ciel ouvert.

Le 2 Décembre dernier, un arrêté préfectoral suspendait l'admission des résidus organiques de l'usine de méthanisation de la Métropole de Montpellier Méditerranée et des refus de tris.

Il était ainsi exigé de l'exploitant de l'ISDND, la présentation sous 15 jours, d'un rapport complet sur les raisons ayant conduit à la présence de jus de poubelle (lixiviats) dans le réseau de drainage périphérique et sur la persistance des odeurs.

Aujourd'hui rien ne nous a été communiqué.

Nous ne savons rien de cet incident, sur ses conséquences sur les personnes et sur l'environnement.

Nous ignorons tout des mesures mises en place pour prévenir le renouvellement d'un incident similaire.

Les Présidences se succèdent à l'Agglo devenue Métropole et l'absence de communication et l'opacité reste la marque de fabrique d'une collectivité peu encline à partager l'information avec les citoyens et les associations qui les représentent.

Ce silence récurrent confirmerait-il notre inquiétude ?

Nos alertes mettent elles en avant un drame écologique dont la Métropole a bien du mal à admettre l'existence ?

Souhaitons que l'avenir ne nous donne pas raison, comme a pu le faire temporairement M. le Préfet. Notre combat continu et nous restons dans l'attente de l'enquête diligentée par le Parlement Européen.



